

Le premier Ministre tchèque dit zut à l'Allemagne : nous rejetons fermement la redistribution des migrants

écrit par Julien Martel | 4 décembre 2019



Le Premier ministre tchèque Andrej Babis a réaffirmé une fois de plus que la République tchèque rejette fermement la redistribution des migrants et refusera toute nouvelle initiative visant à instaurer un système de quotas de migrants pour les États membres de l'UE.

Plus tôt ce mois-ci, l'Allemagne a proposé un autre plan pour réformer les procédures d'asile pour les migrants dits "irréguliers" arrivant en Europe. Selon le quotidien tchèque *Lidovky*, ce plan permettrait aux migrants d'être enregistrés et distribués entre les États membres de l'UE alors qu'ils se trouvent encore en dehors des frontières de l'Union.

"Nous rejetons fondamentalement la redistribution des migrants, nous rejetons de toute façon les quotas", a déclaré M. Babis.

Le chef de l'État tchèque a également souligné que le

gouvernement continuera à faire passer les besoins du peuple tchèque avant les besoins des immigrants illégaux.

“Nous rejetons l’immigration illégale par principe. Nous refusons également de laisser les passeurs décider qui va vivre en Europe. Nous rejetons les quotas. Je ne comprends pas pourquoi il y a constamment quelqu’un qui soulève ce sujet à la table des négociations. J’espère que cela s’arrêtera au sein de la nouvelle Commission européenne”, a déclaré M. Babis.

Le ministre tchèque de l’Intérieur et vice-premier ministre, Jan Hamacek, s’est fait l’écho des sentiments de M. Babis en déclarant que son pays continuerait à rechercher des positions sur l’immigration clandestine qui soient conformes à celles de ses partenaires de Visegrad – Hongrie, Pologne et Slovaquie.

L’année dernière, la Commission européenne a poursuivi le groupe de Visegrad devant un tribunal de l’UE pour avoir refusé d’adhérer à un système antérieur de quotas de redistribution des migrants approuvé par les États membres.

La nouvelle proposition de l’Allemagne pour une discussion plus large sur la question devrait être présentée aux ministres de l’intérieur de l’UE à Bruxelles la semaine prochaine.

[Voice of Europe](#), le 29 novembre 2019.